



**PRÉFET  
DE LA SEINE-  
MARITIME**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,  
de l'aménagement et du logement  
de Normandie**

**Unité Départementale  
du Havre**  
*Équipe territoriale*

**Arrêté du 03 SEP. 2025** mettant en demeure la société PPG COATINGS implantée sur la commune de Gonfreville-l'Orcher d'organiser ses stockages extérieurs de liquides inflammables et combustibles conformément aux prescriptions édictées en matière d'installations classées pour la protection de l'environnement

**Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime,  
Chevalier de la Légion d'Honneur  
Officier de l'ordre national du Mérite**

- Vu le code de l'environnement et notamment ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, et L. 514-5 ;
- Vu le code des relations entre le public et l'administration ;
- Vu la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements ;
- Vu le décret du Président de la République du 11 janvier 2023 portant nomination de M. Jean-Benoît ALBERTINI, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime ;
- Vu les différents arrêtés préfectoraux autorisant et réglementant les activités exercées par la société PPG COATINGS sur son site de Gonfreville-l'Orcher, notamment l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 réglementant les stockages de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 25-007 du 17 janvier 2025 portant délégation de signature à M. Zoheir BOUAOUICHE, secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime ;
- Vu la transmission du projet d'arrêté et du rapport de l'inspection des installations classées faisant suite à la visite sur site du 14 mars 2025, faite à l'exploitant par courrier en date du 16 juillet 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;
- Vu l'absence de réponse de la part de l'exploitant ;

**CONSIDÉRANT**

que la société PPG COATINGS a, sur son site de Gonfreville-l'Orcher, de nombreux stockages de liquides inflammables, et de liquides et solides liquéfiables combustibles, dont l'exploitation est encadrée par arrêté préfectoral, notamment celui du 30 novembre 2021 susvisé, afin de limiter les risques d'incendie et la propagation de cet incendie le cas échéant ;

les conclusions de l'inspection réalisée le 14 mars 2025 sur le site PPG COATINGS de Gonfreville-l'Orcher par l'inspection des installations classées en présence du service risques industriels du service départemental d'incendie et de secours de la Seine-Maritime (SDIS76), indiquées dans le rapport d'inspection daté du 7 juillet 2025 ;

que l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé prescrit à l'exploitant de réorganiser ses stockages extérieurs de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, pour éviter qu'un incendie ne survienne et ne s'étende sur le site ; l'article 2 de l'arrêté susvisé demande à ce que ces travaux soient réalisés avant fin décembre 2023 ;

que le jour de l'inspection, le 14 mars 2025, les inspecteurs ont constaté que les îlotages, réalisés au niveau des stockages extérieurs de récipients mobiles de liquides inflammables, prévus par l'exploitant, notamment dans ses études transmises par courriers électroniques du 6 septembre 2022, puis du 31 mai 2023, ne sont pas efficacement mis en œuvre sur le terrain ; en effet, contrairement à ce que demande l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé, chacun des 3 îlots formés ne présente pas une surface maximale susceptible d'être en feu de 500 m<sup>2</sup> ; de plus, les inspecteurs ont découvert que des tuyauteries aériennes de gaz, solvants... se trouvent à moins de 10 mètres de l'"îlot est", sans justification par l'exploitant que les effets domino générés en cas d'incendie de l'îlot ne touchent pas ces tuyauteries, et vice versa ;

que les risques de propagation d'incendie survenant sur ces stockages extérieurs de liquides inflammables organisés en 3 îlots sont donc réels ;

que l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé dispose que l'exploitant mette en place des dispositifs de collecte permettant de limiter l'épandage d'une nappe enflammée générée par un incendie au niveau des parcs de stockages extérieurs de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, qui soient compatibles avec le dimensionnement des moyens de défense incendie ; que l'article 2 de l'arrêté susvisé demande à ce que ces travaux soient réalisés avant fin décembre 2023 ;

que le jour de l'inspection, le 14 mars 2025, les inspecteurs ont constaté qu'aucun dispositif de collecte ne permettait de limiter l'épandage d'une nappe enflammée générée par un incendie au niveau de chacun des 3 îlots des parcs de stockages extérieurs de liquides inflammables ; qu'au vu de la topographie du site, la nappe se répandrait au-delà des 500 m<sup>2</sup> pris comme hypothèse dans la stratégie de l'exploitant, et se rapprocherait des installations et outils de production voisins ;

qu'en cas de départ de feu sur les stockages extérieurs de liquides inflammables, le risque de propagation de l'incendie est donc encore réel au sein de l'usine ;

que l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé demande à ce que l'exploitant établisse, pour fin août 2022, une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, et dispose pour fin novembre 2022 des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre ces incendies ;

que le jour de l'inspection, le 14 mars 2025, les inspecteurs ont constaté que l'exploitant ne dispose toujours pas d'une stratégie de lutte contre l'incendie robuste, qui permettrait de faire face aux incendies susceptibles de toucher les îlots de stockages extérieurs de liquides inflammables, actuellement aménagés ; en effet, la surface susceptible d'être en feu au niveau de chacun de ces îlots n'est actuellement pas du tout maîtrisée par l'exploitant, et la nappe se répandrait au-delà des 500 m<sup>2</sup> pris comme hypothèse dans la stratégie de l'exploitant, et l'incendie se propagerait aux installations voisines ;

qu'au vu des constats de l'inspection du 14 mars 2025, l'exploitant ne peut pas justifier disposer des réserves d'eau et d'émulseur suffisantes pour éteindre un incendie se déclarant sur ses stockages de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, et se propageant dans l'usine, contrairement à ce que lui demande l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2021 ;

que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société PPG COATINGS de respecter les dispositions et prescriptions réglementaires applicables pour son établissement situé sur la commune de Gonfreville-l'Orcher ;

*Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime*

## **ARRÊTE**

### **Article 1<sup>er</sup>**

La société PPG COATINGS, dont le siège social est situé 7 allée de la Plaine 76700 Gonfreville-l'Orcher, exploitant une usine de fabrication de peintures sur la même commune, est mise en demeure de respecter les dispositions suivantes des articles 2, 4 et 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé, **dans un délai de 6 mois à compter de la notification du présent arrêté :**

#### **(a) réorganisation des stockages extérieurs de liquides inflammables, et de liquides et solides liquéfiables combustibles**

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé :

« (...) la société fournit à l'inspection des installations classées une étude portant sur la réorganisation des stockages extérieurs de récipients mobiles de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles.

Cette étude est réalisée pour répondre aux objectifs suivants :

- **Éloignement**

Les parois de ces stockages doivent être situées au moins à 20 mètres des limites du site.

Des distances inférieures peuvent être prévues sous réserve que l'exploitant démontre que les zones de dangers graves pour la vie humaine à hauteur d'homme au sens de l'arrêté ministériel du 29 septembre 2005 par effets directs et indirects ne dépassent pas les limites du site.

- **Îlotage**

Les récipients mobiles stockés, y compris en palettes, forment des îlots limités selon les dimensions suivantes :

- la hauteur de stockage est au maximum égale à 5 mètres (de la base du stockage au sommet du récipient mobile)
- la surface maximale susceptible d'être en feu est adaptée aux moyens d'intervention et d'extinction en cas d'incendie et n'excède pas 500 m<sup>2</sup>
- la distance entre 2 îlots, depuis le bord de chacune des rétentions ou le cas échéant de la zone de collecte, vis-à-vis de tout autre îlot, rétention extérieure associée à des réservoirs – tout autre activité ou stockage couvert, ou tout autre stockage susceptible de favoriser la naissance d'un incendie, est de 10 mètres

Cette distance peut être réduite si les effets domino (8 kW/m<sup>2</sup>) ne sont pas atteints, sans nécessité de dispositions actives, du stockage vers tout autre îlot de stockage ou activité, et de tout autre îlot de stockage ou autre activité vers le stockage. La mise en place d'un mur coupe-feu REI 120 de dimensions suffisantes pour contenir les effets dominos permet de répondre à cette exigence.

L'étude inclut un échéancier de réalisation des travaux, et de mise en œuvre effective de ces stockages extérieurs de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles.



*Les travaux sont réalisés avant fin décembre 2023.»*

**(b) limitation de la surface susceptible d'être en feu**

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 4 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé :

*« (...) la société fournit à l'inspection des installations classées une étude visant à mettre en place des dispositifs de collecte permettant de limiter l'épandage d'une nappe enflammée générée par un incendie au niveau des parcs de stockages extérieurs de liquides inflammables et de liquides et solides liquéfiables combustibles, et compatibles avec le dimensionnement des moyens de défense incendie. Les travaux sont réalisés avant fin décembre 2023.*

*Le réseau de canalisations acheminant les liquides dans le bassin de décantation est équipé de plusieurs siphons coupe-feu ou tout autre dispositif équivalent (...). »*

**(c) Stratégie de lutte contre un incendie de liquides inflammables**

L'exploitant doit respecter les prescriptions suivantes de l'article 5 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 30 novembre 2021 susvisé, en tenant compte des surfaces réelles qui sont susceptibles d'être en feu au vu de la configuration sur le terrain des stockages de liquides inflammables et combustibles :

*« la société fournit :*

- *une stratégie de lutte contre l'incendie pour faire face aux incendies susceptibles de se produire dans ses stockages de liquides inflammables, et de liquides et solides liquéfiables combustibles situés à proximité de liquides inflammables. Les scénarii suivants doivent être analysés :*
  - *feu du réservoir nécessitant les moyens les plus importants de par son diamètre et la nature du liquide inflammable stocké*
  - *feu dans la rétention, surface des réservoirs déduite, nécessitant les moyens les plus importants de par sa surface, son emplacement, son encombrement en équipements et la nature des liquides inflammables contenus. Afin de réduire les besoins en moyens incendie, il peut être fait appel à une stratégie de sous-rétentions*
  - *feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage extérieur*
  - *feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage extérieur, à proximité de liquides inflammables*
  - *feu de récipients mobiles de liquides inflammables en stockage couvert*
  - *feu de récipients mobiles de liquides et solides liquéfiables combustibles en stockage couvert, à proximité de liquides inflammables*
  - *feu d'équipements annexes aux stockages visés dont les effets, au sens de l'arrêté du 29 septembre 2005, sortent des limites du site*
  - *feu d'engin de transport*
- *Cette stratégie détaille le dimensionnement des moyens matériels, humains et en consommables (émulseur et eau en intégrant l'extinction et la protection des installations voisines)*

*Le dimensionnement des moyens de lutte contre l'incendie et notamment la définition du taux d'application et la durée d'extinction pour les scénarios de référence, respectent a minima les exigences de l'annexe VI de l'arrêté ministériel du 3 octobre 2010 modifié.*
- *La stratégie concrète de mise en œuvre est également détaillée*

*(...) l'exploitant dispose des ressources et réserves en eau et en émulseur nécessaires à la lutte contre les incendies définis au précédent alinéa et à la prévention d'une éventuelle reprise de ces incendies.*

*L'exploitant peut avoir recours à des protocoles d'aide mutuelle ou conventions et, dans ce cas, il veille à la compatibilité et à la continuité de l'alimentation en eau ou en émulseur en cas de sinistre. (...). »*

## **Article 2**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu au même article et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il peut être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues par les dispositions de l'article L. 171-8-II du code de l'environnement.

## **Article 3**

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

## **Article 4**

Conformément aux dispositions de l'article R. 171-1 du code de l'environnement, l'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Seine-Maritime pendant une durée minimale de deux mois.

Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie de Gonfreville-l'Orcher pendant une durée minimum d'un mois.

## **Article 5**

Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée au tribunal administratif de Rouen.

Le délai de recours est de deux mois pour l'exploitant à compter du jour où la présente décision lui a été notifiée et de deux mois pour les tiers à compter de la date de publication (article R. 421-1 du code de justice administrative).

Conformément aux dispositions de l'article R. 414-2 du code de la justice administrative, les personnes de droit privé autres que celles chargées de la gestion permanente d'un service public non représentées par un avocat, peuvent adresser leur requête à la juridiction par voie électronique au moyen d'un téléservice accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr). Ces personnes ne peuvent régulièrement saisir la juridiction par voie électronique que par l'usage de ce téléservice.

## **Article 6**

Le secrétaire général de la préfecture de la Seine-Maritime, la sous-préfète de l'arrondissement du Havre, le maire de la commune de Gonfreville-l'Orcher, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Normandie, ainsi que tous les agents habilités des services précités sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont ampliation est notifiée à l'exploitant.

Fait à Rouen, le **03 SEP. 2025**

Le préfet,  
Pour le préfet et par délégation,  
**le secrétaire général**

**Zoheir BOUAOUICHE**